

Enjeux climatiques et énergétiques

Visite du président Obama à Ottawa

par Dave Martin, coordonnateur de la campagne Climat et Énergie
Greenpeace Canada

Février 2009

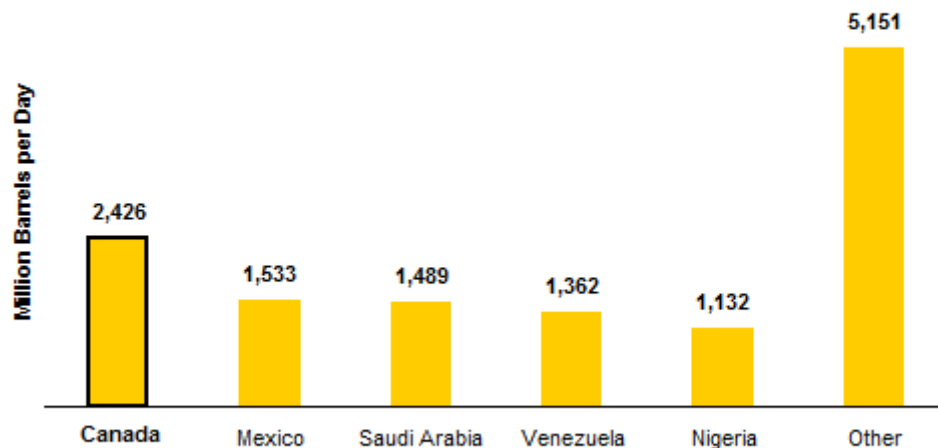
L'énergie et le réchauffement climatique devraient se retrouver tout en haut de l'ordre du jour du président Obama et du premier ministre Stephen Harper lors de leur rencontre à Ottawa le 19 février 2009.

Les enjeux entourant ces discussions sont : les sables bitumineux et les normes de carburants à faible teneur en carbone aux États-Unis ; un système de plafond et d'échange nord-américain ; les cibles pour la réduction des gaz à effet de serre ; et les mesures incitatives touchant les énergies renouvelables : Harper vs Obama.

Les sables bitumineux et les normes de carburants à faible teneur en carbone aux É.-U.

- En 2007, le Canada a exporté 2,4 millions de barils par jour de pétrole et de produits raffinés vers les É-U, faisant du Canada son premier partenaire commercial, excédant les importations du Mexique, de l'Arabie Saoudite et du Venezuela.

Sources of U.S. Petroleum Imports,* 2007



Source: EIA International Petroleum Monthly

*Includes oil and refined products

- Près de 75 % des exportations de pétrole du Canada vers les États-Unis proviennent des sables bitumineux.
- Les sables bitumineux produisent le pétrole le plus sale au monde. L'extraction et la valorisation des huiles synthétiques à partir des sables bitumineux consomment une quantité considérable d'énergie et génèrent de trois à cinq fois plus de pollution liée aux gaz à effet de serre que la production de pétrole conventionnel. Au-delà de leur

contribution aux changements climatiques, les sables bitumineux ont un impact inacceptable sur l'eau potable, la forêt boréale, la vie sauvage et la qualité de l'air.

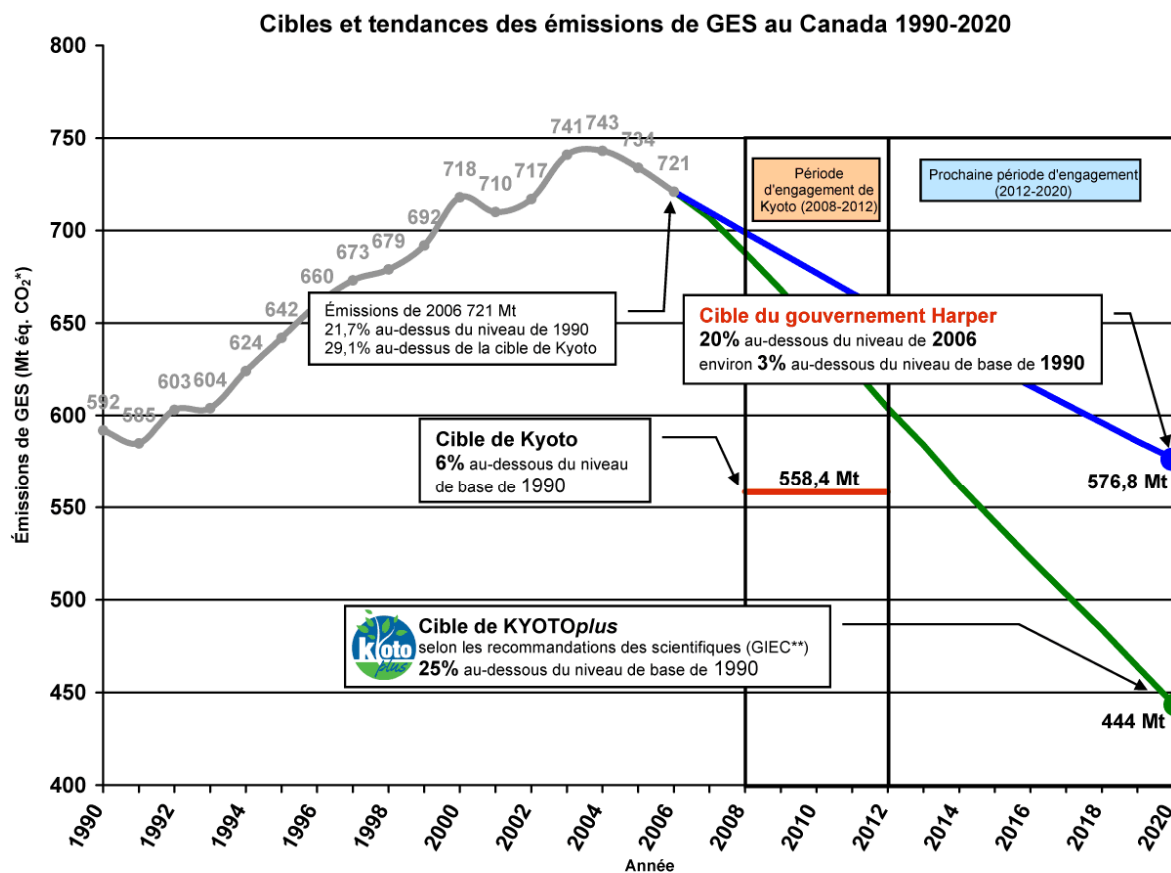
- Greenpeace fait appel au président Obama pour faire preuve de leadership dans le domaine des changements climatiques et mettre en oeuvre des normes de carburants à faible teneur en carbone de manière à décourager l'importation des sables bitumineux et du pétrole vers les États-Unis et pour encourager le développement de systèmes de transport viables. Le président Obama s'est déjà fait le champion de tels standards.
- En mai 2007, alors qu'il était sénateur, Barack Obama a introduit au Sénat des É.-U. un projet de loi intitulé Bill S. 1324 : *National Low-Carbon Fuel Standard Act of 2007*, prévoyant la réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'utilisation de carburants à faible teneur en carbone (la loi n'a jamais été adoptée).
<http://www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=s110-1324> (en anglais seulement)
- Au cours de la campagne électorale en juin 2008, toujours à titre de sénateur, Barack Obama a décrit le pétrole comme : « ... un carburant fossile du XIXe siècle, polluant, qui se tarit, et qui est dangereusement cher. » (“A Serious Energy Policy for Our Future”, *Remarque du sénateur Barack Obama*, Las Vegas, Nevada, le mardi 24 juin, 2008).
<http://my.barackobama.com/page/community/post/stateupdates/gG5RCv> (en anglais seulement)

Plusieurs projets de normes de carburants à faible teneur en carbone ont été mis en place aux É.-U. :

- Le 11 janvier 2007, Arnold Schwarzenegger, gouverneur de Californie, a établi par décret exécutif une norme de carburants à faible teneur en carbone (NCFTC). Cette norme sans précédent touchant les émissions de gaz à effet de serre dans les carburants de transport requiert de la part des producteurs l'assurance que l'essence vendue en Californie réduit les émissions de gaz à effet de serre tel que mesuré sur la base du cycle complet du combustible (c.-à-d. l'extraction par charge d'alimentation en amont, le raffinage du pétrole et le transport vers les marchés). Ceci découragera certainement l'utilisation du carburant provenant des sables bitumineux. Le gouverneur Schwarzenegger a également demandé que les É.-U. mettent en place une norme nationale concernant les carburants à faible teneur en carbone.
http://www.energy.ca.gov/low_carbon_fuel_standard/ (en anglais seulement)
- En juin 2008, 1 000 maires participant à la conférence des maires des É.-U. ont appuyé une résolution portant sur les carburants à haute teneur en carbone afin qu'ils mesurent et réduisent le cycle de vie des émissions de dioxyde de carbone de leurs véhicules municipaux en empêchant ou en discontinuant l'achat de carburants synthétiques à haute teneur en carbone.
http://www.usmayors.org/resolutions/76th_conference/energy_05.asp (en anglais seulement)
- En janvier 2009, 11 états du nord-est et du Mid-Atlantic se sont engagés à respecter une norme de carburants à faible teneur en carbone afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de leurs véhicules et de leurs autres usages. Ces 11 États incluent tous les États membres de la Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI) - le Connecticut, le Delaware, le Maine, le Maryland, le Massachusetts, le New Hampshire, le New Jersey, les états de New York, du Rhode Island et du Vermont - ainsi que la Pennsylvanie. Le RGGI est un marché de permis.
http://www.mass.gov/?pageID=eoeepressrelease&L=1&L0=Home&sid=Eoeea&b=press_release&f=090105_pr_lcf&csid=Eoeea (en anglais seulement)

Le système de plafond et d'échange nord-américain

- On s'attend à ce que le président Obama et le premier ministre Harper discutent de la création d'un système de plafond et d'échange nord-américain. Sous l'égide d'un système de plafond et d'échange (connu également sous le nom de marché de permis) on établit un plafond sur les émissions de gaz à effet de serre pour une région ou un pays. On accorde aux pollueurs un certain nombre de crédits pour une quantité acceptable d'émission de gaz à effet de serre afin d'atteindre la cible. Ceux qui se trouvent sous la limite peuvent vendre leurs crédits disponibles à ceux qui en font la demande, fournissant ainsi un mécanisme de réduction des émissions pour l'ensemble du marché.
- Les cibles de réduction de l'intensité des émissions du gouvernement Harper à l'intention de l'industrie sont fondamentalement incompatibles avec le système de plafond et d'échange avec les États-Unis et le Mexique. L'intensité des gaz à effet de serre est une mesure des émissions par unité d'activité économique. Si la production est croissante (comme dans le cas des sables bitumineux de l'Alberta), l'intensité de l'effet de serre peut être réduite alors même que les émissions continuent de croître.
- Le traitement égal pour tous les participants est une des données fondamentales d'un marché de permis. L'approche canadienne fondée sur l'intensité des émissions ne prévoit aucune pénalité pour l'augmentation des émissions.
- Pour cette raison, le 5 novembre 2008, le premier ministre Harper a fait la demande d'un système de plafond et d'échange nord-américain qui exclurait les émissions provenant des sables bitumineux (Shawn McCarthy & Campbell Clark, "Ottawa swoops in with climate-change offer", *Globe and Mail*, le 6 novembre 2008, pages 1 à 8).
- Une échappatoire pour les émissions croissantes de gaz à effet de serre provenant des sables bitumineux ridiculiserait tout système de plafond et d'échange et serait injuste envers les autres industries.
- Lorsqu'élu en 2006, le premier ministre Harper s'est tout d'abord opposé au marché de permis. Il a appuyé le système de plafond et d'échange pour la première fois aux élections d'octobre 2008.



* Mégatonne d'équivalent de dioxyde de carbone (Mt eq. CO₂)
 ** Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), <http://www.ipcc.ch/languages/french.htm>
 source : Environnement Canada, http://www.ec.gc.ca/pdb/ghg/inventory_report/2006/som-sum_fra.cfm

Cibles pour la réduction des gaz à effet de serre

- Un système de plafond et d'échange est une idée convenable en théorie, mais inutile sans un plafond persuasif basé sur un objectif de réductions d'envergure au niveau national.
- À ce jour, le président Obama a ciblé deux objectifs : ramener, d'ici à 2020, les émissions de gaz à effet de serre des É.-U. au niveau de 1990 et d'ici à 2050, réduire ces émissions de 80 % sous le niveau de 1990.
- En comparaison, les cibles du premier ministre Harper sont les suivantes : d'ici 2020, diminuer les émissions de 20 % sous le niveau de 2006, et, d'ici 2050, les diminuer de 60 % à 70 % sous le niveau de 2006. Pour se conformer au modèle international (le niveau de 1990 étant la norme), l'objectif du premier ministre Harper se situe à moins de 3 % sous le niveau de 1990 d'ici à 2020, et de 51 % à 63 % sous le niveau de 1990 d'ici à 2050.
- Pour mettre les choses en perspective, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GEIEC) a déclaré que pour avoir une chance d'éviter les impacts catastrophiques des changements climatiques, les pays industrialisés devront baisser leurs émissions de 25 % à 40 % sous le niveau de 1990 d'ici 2020, et de 80 % à 95 % d'ici à 2050. Les études les plus récentes démontrent que des réductions plus importantes seront probablement à prévoir.

- Dans le but d'éviter les chocs catastrophiques associés aux changements climatiques, Greenpeace demande aux deux chefs d'État d'adopter les cibles de réduction de la campagne **KYOTOplus** — au moins 25 % sous le niveau de 1990 d'ici à 2020, et au moins 80 % sous le niveau de 1990 d'ici à 2050.
<http://kyotoplus.greenpeace.ca/>

Mesures incitatives touchant les énergies renouvelables : Harper vs Obama

- Lors de son dernier budget, le gouvernement Harper n'a engagé que 1,2 milliard de dollars dans les énergies renouvelables pour les deux prochaines années alors que les mesures incitatives de ce budget, sur le plan économique, frôlaient les 33 milliards de dollars sur deux ans (moins les prêts et les investissements en capital) (*le plan d'action économique du Canada : Budget 2009*, janvier 2009, p. 30). Son engagement envers les énergies renouvelables représente donc à peine 4 % de ses engagements.
- En comparaison, l'Administration Obama engageait 50 milliards USD au chapitre des énergies renouvelables lors de l'*American Recovery and Reinvestment Bill of 2009*. Ces mesures seront en vigueur d'ici les 12 à 18 prochains mois. Au Canada, un investissement équivalent de fonds publics sur une période de deux ans totaliserait près de 5 milliards USD soit plus de 6 milliards CAD. Toutes proportions gardées, le premier ministre Harper prévoit fournir quatre fois **moins** de support financier aux énergies renouvelables que le président Obama.
- Le gouvernement Harper n'a pas renouvelé l'excellent programme d'écoÉNERGIE sur l'énergie renouvelable. Il s'agit d'un programme de 1,48 milliard de dollars de Ressources naturelles Canada. Ce programme offre une mesure incitative d'un cent par kilowatt/heure de production électrique s'échelonnant sur 10 ans.
- Ce programme de quatre ans prend fin le 31 mars 2011, mais les engagements envers ce programme devraient cesser en 2009. Pour chaque dollar offert par le gouvernement, le programme d'écoÉNERGIE recueillait sept dollars provenant d'investissements privés.
- L'industrie de l'énergie renouvelable cherchait à prolonger et à augmenter la valeur du programme à 2,8 milliards de dollars sur cinq ans, créant ainsi au moins 8 000 mégawatts de capacité. Cette amélioration aurait porté les investissements à 6 milliards de dollars, et près de 8 000 nouveaux emplois auraient été créés.
- Comparativement, le programme américain sur l'énergie renouvelable, connu sous le nom de Production Tax Credit (PTC), offre 1,9 cent par kilowatt/heure. Le président Obama a promis de renouveler le PTC pour trois ans, au coût d'environ 13 milliards USD.
- Alors que l'Administration Obama fait d'énormes investissements dans le domaine des énergies renouvelables, le gouvernement Harper offre quant à lui, une subvention de 400 millions de dollars à l'industrie pour la réalisation peu probable de la séquestration géologique du dioxyde de carbone. L'industrie de l'énergie nucléaire recevra pour sa part, 351 millions de dollars par l'intermédiaire d'Énergie atomique Canada limitée (EACL) -- de l'argent qui aurait pu être mieux investi dans les énergies alternatives, plus sécuritaires, moins dispendieuses et plus propres.